

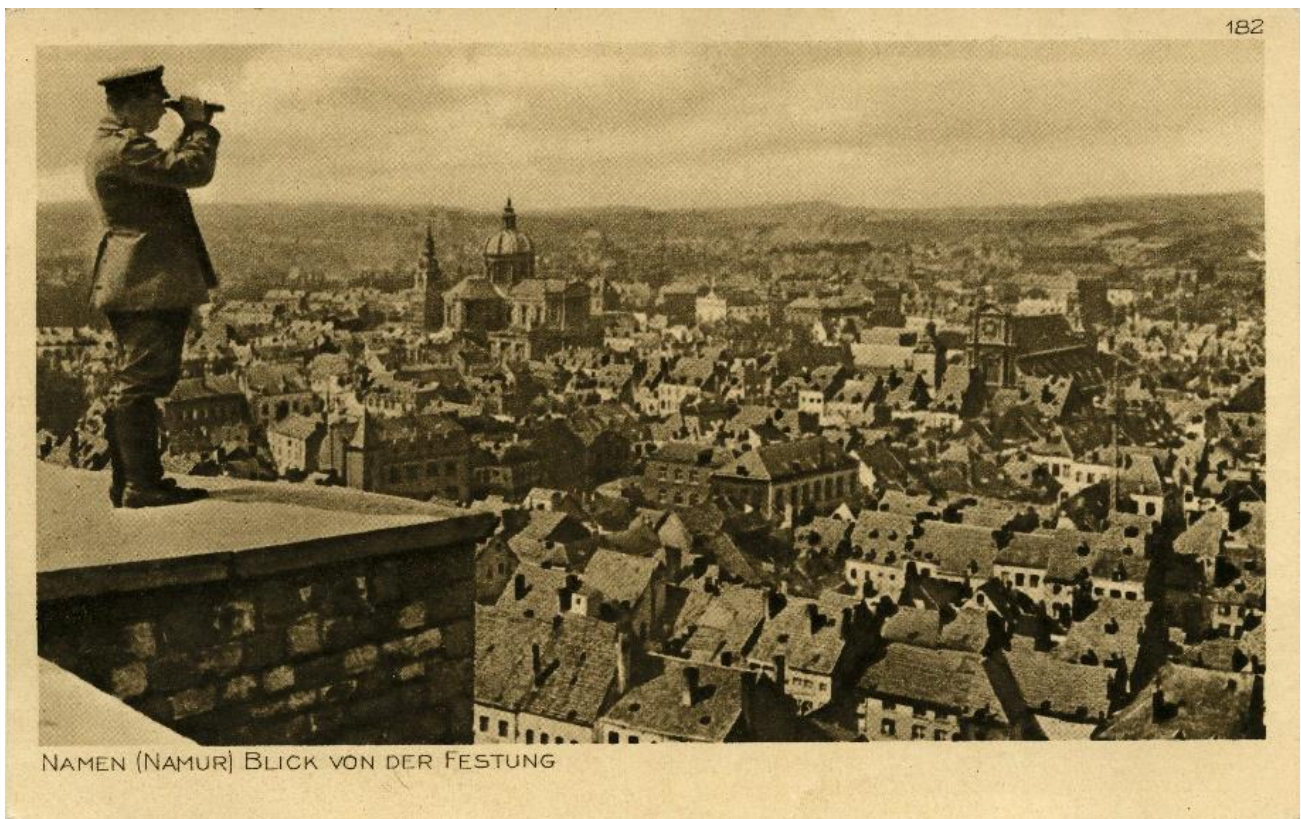
**Les Carnets  
du chanoine Schmitz**



Jean-François PACCO, Christine DECOCK, Marie-Christine CLAES,  
Axel TIXHON, Christophe LIÉGEOIS et Daniel MEYNEN

# Les Carnets du chanoine Schmitz

*La Grande Guerre au jour le jour  
en provinces de Namur et Luxembourg*



Les éditions namuroises



© Les éditions namuroises, 2020

Dépôt légal : D/2020/9725/9

ISBN : 978-2-87551-109-6

Diffusion :

Les éditions namuroises ASBL,

Rue de l'École, 159

5100 Namur (Belgique)

[info@editionsnamuroises.be](mailto:info@editionsnamuroises.be)

<http://www.editionsnamuroises.be>

Tous droits de reproduction, traduction, adaptation,  
même partielle, y compris les microfilms et les  
supports informatiques, réservés pour tous pays.

**Illustration page  
précédente : carte  
postale allemande.  
Elle est légendée :  
« *Namur, vue sur la  
place-forte* ».**

CeRHIN, coll. Cartes  
postales, inv. CP\_225.

# Table des matières

<b>Préface</b> , par M <sup>gr</sup> Pierre Warin, évêque de Namur .....	7
<b>Présentation</b> : <i>Jean Schmitz, témoin privilégié de la tourmente</i> . Axel Tixhon .....	9
<b>Introduction</b> : <i>Ce que les Carnets nous disent</i> . Jean-François Pacco .....	11
<b>Regard actuel sur le début de la guerre dans le Namurois. Du 1<sup>er</sup> au 23 août 1914</b> .....	27
<b>Les Carnets du chanoine Schmitz</b>	
<b>La transcription des Carnets</b> .....	59
<b>1914</b> .....	61
<b>1915</b> .....	165
<b>1916</b> .....	297
 <i>Volume 2</i>	
<b>1917</b> .....	399
<b>1918</b> .....	511
<b>1919</b> .....	653
<b>Abréviations utilisées dans les Carnets</b> .....	656
<b>Formulations latines utilisées dans les Carnets</b> .....	656
<b>Glossaire de termes catholiques</b> . Daniel Meynen .....	657
<b>Sources iconographiques principales</b> .....	659
<b>Pistes bibliographiques</b> .....	660
<b>Index des noms de lieux</b> .....	661
<b>Index des noms de personnes</b> .....	671
<b>Table des encadrés</b> .....	700
<b>Liste des auteurs</b> .....	702
<b>Colophon, remerciements, institutions partenaires de la publication</b> .....	703

## Les hôpitaux devraient être reconnus neutres

**En incendiant l'Institut ophtalmique de la place Léopold à Namur, les Allemands ont violé le traité de Genève. Explications.**

Henri Dunant est le fondateur du droit humanitaire.

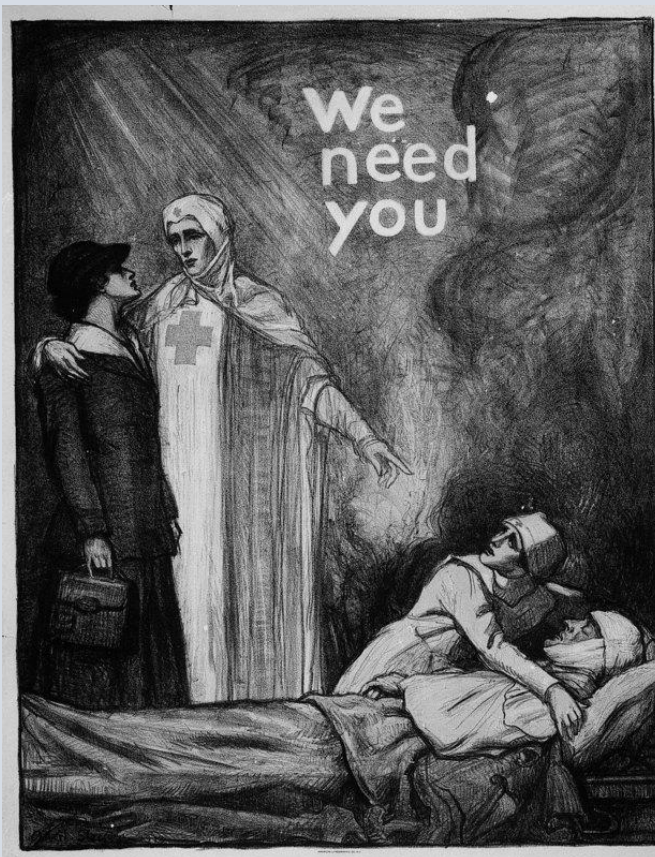
En 1859, lors d'un voyage d'affaires en Lombardie (Italie), le Genevois Henri Dunant (1828-1910) découvre le calvaire des survivants de la bataille de Solferino : le 24 juin, plus de 330 000 hommes se sont affrontés et, après une boucherie de dix-huit heures, les pertes humaines dépassent 40 000 hommes (morts, blessés, prisonniers et disparus). On ne se soucie pas des rescapés autrichiens mais le sort des Franco-Sardes n'est guère plus enviable. Trois ans plus tard, Dunant publie à compte d'auteur *Un souvenir de Solferino*, où il décrit le sort d'hommes de toutes les nations agonisant à même le sol dans les chapelles de l'église majeure de Castiglione : « *La figure noire de mouches qui s'attachent à leurs plaies, ceux-ci portent de tous côtés des regards éperdus qui n'obtiennent aucune réponse ; la capote, la chemise, les chairs et le sang ont formé chez ceux-là un horrible et indéfinissable mélange où les vers se sont mis.* »

Plus tard, à Brescia, il assiste à une amputation : un torrent de sang jaillit des artères qui viennent d'être ouvertes, inonde l'opérateur et ruisselle sur le plancher. Calme et impassible, l'habile praticien s'adresse à l'infirmier maladroit : « *Imbécile, lui dit-il, ne savez-vous pas comprimer les artères ?* »

Le livre, qui propose la création d'une société de volontaires entraînés au soin des blessés, suscite une immense mobilisation. Dunant propose que les États s'engagent par une convention à respecter les blessés ennemis et leur personnel soignant.

**Aux États-Unis, la mobilisation de la Croix-Rouge sera importante jusqu'à la libération, et de nombreuses affiches seront publiées pour recruter des bénévoles. Affiche d'Albert Sterner, *We need you*, imprimée en 1918 à New York par l'*American Lithographic Co.***

Coll. Vleeshuis, Anvers. © IRPA, Bruxelles, cliché M131031.



### La convention de Genève

En 1863, Dunant est un des membres fondateurs du *Comité international de secours aux militaires blessés*. Dès 1864, la Belgique est le premier pays au monde à fonder un comité national. La première convention de Genève, que Dunant a largement inspirée, est ratifiée le 22 août 1864. Elle est signée par douze états européens : le Bade, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Hesse, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Prusse, la Suisse et le Wurtemberg. Cette convention protège le personnel de secours aux blessés : selon les termes de l'article 1, *les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants*.

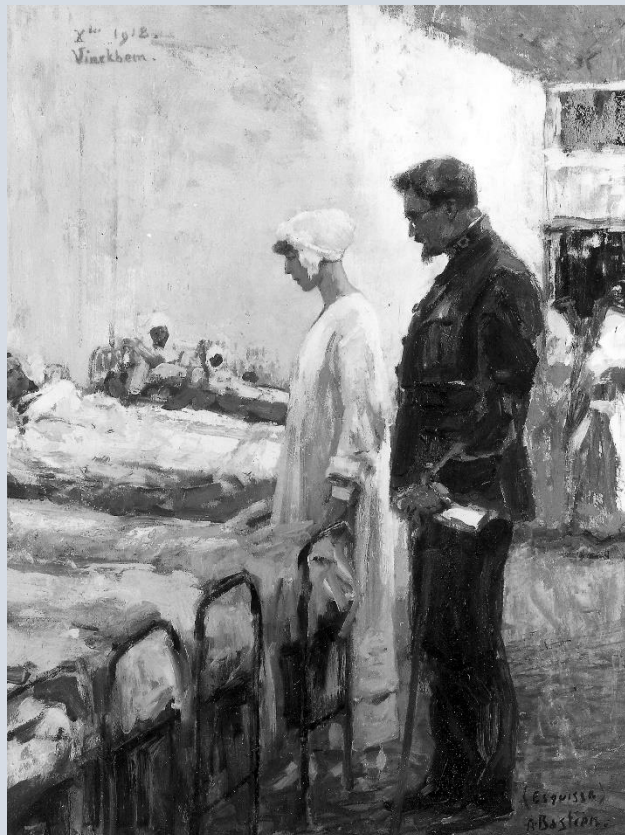
L'inlassable action de Dunant lui vaut le prix Nobel de la Paix en 1901. En 1906 et 1907, une nouvelle convention révisera les protocoles publiés en 1899 et en adoptera de nouveaux. La Première Guerre mondiale empêchera la tenue d'une nouvelle conférence, qui n'aura lieu qu'en juillet 1929 et se penchera plus particulièrement sur la question des prisonniers de guerre.

### Le drapeau

En 1876, le *Comité de secours* a été rebaptisé *Comité international de la Croix-Rouge*, car l'emblème de l'association est le drapeau helvétique inversé. Il permet de distinguer les personnes venant en aide aux blessés, et les lieux où ceux-ci sont secourus. Mais la protection qu'il est censé assurer devient très relative à mesure que la portée des canons s'allonge. Dès la Première Guerre, on se retranche derrière l'impossibilité de voir les drapeaux et de préciser le tir.

### L'hôpital de l'Océan

Pendant toute la Première Guerre mondiale, le chirurgien Antoine Depage (1862-1925), soutenu par la reine Élisabeth, organise le service hospitalier : il crée une ambulance – c'est ainsi qu'on appelle alors les hôpitaux provisoires – dans une aile du Palais royal de Bruxelles, puis à Calais, et enfin le célèbre hôpital de l'Océan à La Panne, déplacé à Vinkem (près de Furnes) de juin 1917 à septembre 1918. L'épouse du Docteur, Marie Depage-Picard, partie aux États-Unis récolter des fonds, avait obtenu 100 000 \$. Hélas ! Le paquebot *Lusitania* qui la ramène en Belgique est torpillé par un sous-marin allemand le 7 mai 1915 (v. p. 212). L'émotion outre-Atlantique est immense.



Alfred Bastien, *La reine Élisabeth et le Docteur Depage à l'hôpital militaire de Vinkem*, esquisse à l'huile sur bois.

© IRPA, Bruxelles, cliché M82136.



**L'Institut ophtalmique du Docteur Bribosia, place Léopold à Namur, au moment de la mobilisation. Il arbore le drapeau de la Croix-Rouge, que les Allemands ne respecteront pas.**  
CeRHIN, fonds Falmagne, inv. FAL\_PHO\_24.

Quelques mois plus tard, le 12 octobre, l'exécution à Bruxelles de l'infirmière britannique Edith Cavell, fusillée pour avoir facilité l'évasion de soldats alliés, provoque également un intense ressentiment dans le monde anglo-saxon.

En 1920, Antoine Depage deviendra Président de la *Croix-Rouge de Belgique*.



**Le même hôpital, après son incendie par les Allemands.**  
CeRHIN, fonds Falmagne, inv. FAL\_PHO\_25.

### **L'Institut ophtalmique de Namur**

Quant aux événements d'août 1914 à Namur, la violation du traité de Genève est flagrante, car l'Institut ophtalmique du Docteur Bribosia, place Léopold, est volontairement incendié après l'entrée des Allemands en ville, alors que le drapeau flottant sur une hampe à l'angle de l'édifice, est particulièrement bien visible.

Ce forfait suscitera une immense indignation, ravivée quand le chanoine Schmitz publiera le récit de l'assassinat des blessés belges et français qui y étaient soignés.

### **Marie-Christine CLAES**

- Pour en savoir plus : André François PONCET, *La Croix-Rouge a cent ans*, dans *Historia*, 196, mars 1963, p. 333-341. *125 ans de Croix-Rouge en Belgique*, Bruxelles, 1988. Luc De Munck, *La Grande Mère dans la Grande Guerre*, In Flanders Field, 2000.



## Comme une invasion de Normands

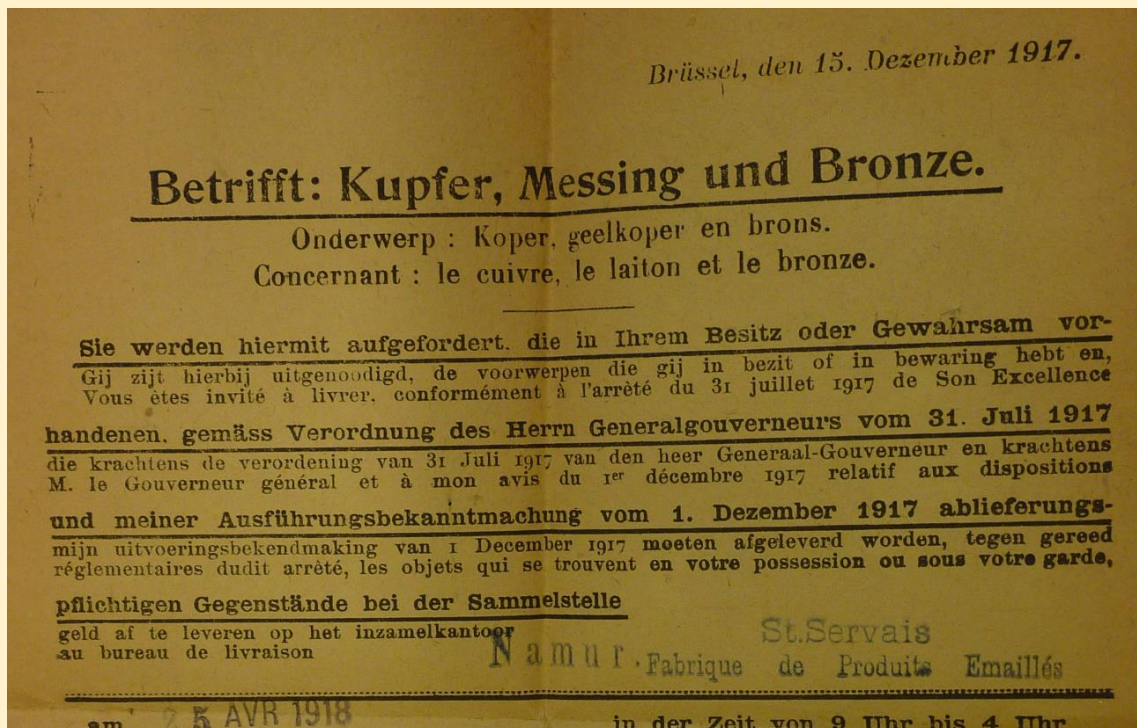
Toute la Grande Guerre sera jalonnée de nombreux abus allemands lors de réquisitions. Celles-ci ont pourtant été réglementées.

Ces règles figurent dans l'annexe de la *Convention de La Haye*, signée le 18 octobre 1907. L'Empereur d'Allemagne est le premier contractant.

Le chanoine Schmitz signalera régulièrement les délits qui lui sont rapportés. Le 29 août 1914, il relate : « *Bien des maisons de la ville et, surtout des villages voisins se sont vu enlever les ustensiles de cuisine, les vivres, le linge, l'argent. Quand les habitants étaient absents, tout était défoncé à coups de crosses de fusils. Le passage des Allemands laissera le souvenir d'une invasion de Normands.* »

Le 19 janvier 1915, les journaux publient un arrêté de von Bissing, gouverneur général, interdisant toute réquisition non payée, à dater du 15 janvier. Mais le prix payé laisse à désirer et les quantités emportées sont inadmissibles.

La campagne n'est pas épargnée : bruit de réquisitions de céréales et pommes de terre de partout. L'Allemagne cherche visiblement à s'alimenter au détriment de la Belgique (Schmitz, 12 septembre 1914). Ils s'emparent de tout comme de leur bien propre : chariots, voitures, chevaux, bêtes à cornes, denrées de toutes sortes, vins, cigares, etc. « *On apprend d'un peu partout que, depuis le commencement d'octobre, ils réquisitionnent les matelas et les couvertures, en vue de passer chez nous l'hiver...* » (Schmitz, 13 octobre 1914).



Document imposant la réquisition du cuivre, du laiton et du bronze, à déposer, pour la région namuroise, adressé à la fabrique de Produits Émaillés de Saint-Servais, le 25 avril 1918.

CeRHIN, fonds Parant, inv. PAR\_ARC\_1.

Les soldats réquisitionnent la viande, le beurre, les œufs, les pommes de terre et les légumes. Et il y a ensuite les grandes réquisitions : presque toute l'avoine et l'orge, beaucoup de foin ; et les rafles périodiques de chevaux, de vaches et de veaux, de bêtes à cornes, de cochons. Le cultivateur est tenu à déclarer ce qu'il a de foin, de pommes de terre, d'oignons, etc. (Schmitz, 31 décembre 1915). On ne laisse aux agriculteurs que la moitié des graines nécessaires aux semailles. En 1916, on réquisitionnera les pommes de terre dans le Luxembourg, si bien que certains fermiers préféreront en nourrir leurs animaux plutôt que de risquer de les perdre, suscitant la fureur des Allemands.

En 1917, ce sera le tour des métaux : garnitures de cheminée, lustres, plats en étain, et même les couverts en cuivre argenté sont saisis. Les particuliers enterrent les objets les plus précieux, ne laissant que quelques objets pour satisfaire les visites domiciliaires. Même les fils de fer barbelés sont exigés, ce qui perturbe évidemment l'élevage. En 1918, ce qui reste de cuivre sera raflé, y compris la robinetterie.

La capitale belge est autant ponctionnée que le reste du pays : les derniers chevaux étant réquisitionnés, on assiste au curieux spectacle de chariots tirés par des bœufs. Les chiens de plus de 40 cm à l'épaule sont emmenés. Mais l'indignation semble au comble quand les Allemands viennent arracher les matelas : ils jetaient à bas de leurs lits les malades, les infirmes, les vieillards. On cache alors la laine sous les planchers, et l'on dort sur du crin, du foin, des copeaux, de la paille hachée.

En janvier 1916, les Allemands annoncèrent qu'il leur fallait 35 000 chevaux ! La veille d'une réquisition, un fermier vint trouver mon grand-père, vétérinaire à Gedinne. Le vieillard avait les larmes aux yeux : son vieux cheval était sa seule aide et son seul compagnon. Armand Lambert trouva rapidement une solution. Le lendemain, le fermier se présenta avec un cheval extrêmement nerveux, piaffant et secouant sans arrêt la tête



Abbaye de Maredret. Scène de pillage dessinée à la manière d'une enluminure ancienne.

© IRPA, Bruxelles, cliché G004341.

dans tous les sens. La bête était ingérable ; elle ne causerait que des ennuis, même pour l'envoyer à la boucherie, où le gain en viande ne serait pas substantiel.

On les laissa donc repartir. Le soir, le vétérinaire passa par l'écurie du vieux. À l'abri des regards indiscrets, il sortit de sa mallette une longue pince chirurgicale. D'un geste sûr, il extirpa des oreilles du cheval les deux gros pois chiches qu'il avait le matin enfoncés contre ses tympanes, et qui le rendaient dingue.

### Les caves des couvents et presbytères

Les caves à vin des institutions sont systématiquement vidées : Abbaye de Floreffe, Séminaire de Namur, Sœurs de Notre-Dame, Saint-Louis, Pères Jésuites. Les bouteilles sont envoyées à l'armée de campagne et même en Allemagne. Le bourgmestre de Namur parvient à imposer un arrangement. Il doit fournir pour la ville 15 000 bouteilles. Il l'achètera en fûts, le fera mettre en bouteilles : cela remplacera l'odieuse réquisition à domicile (Schmitz, 30 octobre 1914).

Les presbytères et les sacristies sont aussi visités, et des prêtres se plaignent de ne plus avoir de vin de messe. L'ivresse des occupants est flagrante et l'on incriminera la boisson comme catalyseur de la violence de la soldatesque. C'est suggéré dans une des enluminures illustrant le texte de la lettre pastorale du Cardinal Mercier, *Patriotisme et endurance*. Ce manuscrit est conservé à l'Abbaye des saints Jean et Scolastique à Maredret, où il a été réalisé entre 1914 et 1916 par deux bénédictines, Agnès Desclée et Marie-Madeleine Kerger. Le folio 3 présente les atrocités de l'invasion : le pillage d'une cave à vin occupe le centre de la scène, entouré d'un massacre d'enfants rappelant celui des saints innocents, du martyre d'un prêtre, du sac d'une habitation et d'un sacrilège : un soldat décapitant un crucifix.

### L'amateur

Le peintre Joseph Claes avait construit dans sa cave un mur derrière lequel il avait caché son vin. Mais l'agressivité des Allemands était telle qu'il craignit pour la vie des siens et révéla la cachette. Quand ils partirent avec les bouteilles, il ne put s'empêcher de dire, en français heureusement pour lui : « *J'aurais préféré jouer aux quilles avec* ».

Il se vengera par ses dessins, dont celui-ci représentant un officier allemand quittant une maison, précédé de son ordonnance les bras chargés d'œuvres d'art.

### Marie-Christine CLAES



Joseph Claes, *L'amateur*, dessin, 1914.

© IRPA, Bruxelles, cliché X038450.

## Pour que chacun ait à manger

Dès avant l'invasion apparaît la nécessité d'aider les nombreuses familles confrontées aux problèmes de ravitaillement, consécutifs au départ des mobilisés et aux réquisitions.

Le 9 août, *L'Ami de l'Ordre* publie un communiqué : « *Le Collège communal informe les habitants de ce que seulement deux œuvres sont autorisées à faire des collectes : la Croix-Rouge et le Comité de Secours aux familles des miliciens. Les autres œuvres qui voudraient se former dans le même but, doivent demander immédiatement une autorisation au Collège, sous peine de poursuites graves.* » Sans doute craint-on les escroqueries à la charité, mais il faut aussi assurer une coordination bien nécessaire vu les pénuries. Le 6 septembre 1914, le chanoine Schmitz constate déjà : « *Encore ne suffit-il pas d'avoir le nerf de la guerre. Chaque jour manque d'une chose ou de l'autre : beurre, pétrole, bougies, légumes, laitage, farine et pain...* » Suite aux destructions, de nombreux sans-abri se retrouvent dans un total dénuement. Le 10 septembre, l'Évêque planifie une visite du diocèse, dont l'un des buts est d'organiser des comités de secours. Mais le problème est d'une telle ampleur qu'il faut faire appel à l'aide internationale : la guerre et le blocus britannique empêchent les importations de nourriture dont dépend la survie du pays.

Une organisation caritative est instaurée pour distribuer de l'aide humanitaire aux civils en Belgique occupée : la *Commission for Relief in Belgium*, fondée par l'ingénieur Herbert Hoover (1874-1964), futur président des États-Unis.



Les membres namurois de la *Commission for relief in Belgium*, à l'hôtel Kegelman à Namur. Le baron Albert d'Huart, président du Comité Provincial de la Commission, est debout en costume noir au premier rang, encadré des trois représentants américains.

Photo Joseph Piron. Coll. Philippe-Edgar Detry.



**L'Œuvre de la soupe.** Un amateur non identifié saisit le contraste entre les jeunes bénévoles pimpantes dans leur habit immaculé, et la famille au regard triste et fatigué tourné vers l'objectif. Seule la petite fille ne regarde pas le photographe, elle n'a d'yeux que pour la louche qui remplit sa vieille cruche émaillée.

CeRHIN, fonds Simon, inv. SIM\_PHO\_2.

Elle achète des denrées et les achemine vers la Belgique, grâce à des dons et à une subvention du gouvernement belge exilé au Havre.

Pour la distribution, un *Comité National d'Alimentation et de Secours* est mis en place, organisé selon les cantons. De nombreux notables locaux s'impliquent.

Au Comité Provincial de Namur, présidé par le baron Albert d'Huart, député, on retrouve les députés permanents de Gaiffier d'Hestroy (Namur), L. Devaux (Senzeilles), Georges Éverard (Rochefort), les conseillers provinciaux Max Wasseige, Firmin Hicguet et Édouard Ronvaux ; le greffier provincial Xavier Bribosia, Defoin, bourgmestre de Dinant, Émile Attout, propriétaire à Namur. Pendant toute la guerre, les comités veilleront à la bonne marche des opérations et transmettront des rapports au Comité national. L'arrivée de marchandises sera annoncée par la presse, afin que les habitants puissent se rendre aux lieux de distribution et acheter des rations de produits disponibles.

### **Des frictions malgré l'union sacrée**

Malgré une « union sacrée », on constatera parfois des frictions entre les différentes sensibilités. Le 7 avril 1915, le chanoine Schmitz écrit : « *Par ci par là, on constate encore des tendances antireligieuses. À Namur, l'édilité parle de fonder un nouveau Comité de secours, dont le Clergé serait exclu.* »

Si les socialistes et les libéraux n'apprécient pas que les secours aillent parfois de pair avec l'action religieuse, le chanoine s'en réjouit :

« Jeudi [28 octobre 1915], Mgr se rend à Dinant et bénit l'Ouvroir érigé sous les auspices du Comité national de Secours et d'Alimentation. Directrice : M<sup>lle</sup> del Marmol. Le Président du Comité M. de Pierpont, y assistait. Bien que neutre comme origine, l'œuvre est chrétienne : on a même bâti une grotte de N.D. de Lourdes ; chaque semaine il s'y fait un pèlerinage. »

Le 13 novembre, Schmitz signale que le Comité National fait don à chaque doyen d'un fût de 100 litres d'huile pour la lampe du sanctuaire.

En septembre 1916 paraît une circulaire du Comité National qui se veut rassurant face à l'hiver qui s'annonce rude, car la récolte de pommes de terre n'a pas atteint le quart des années précédentes.

« Le Comité National a tout de même annoncé que les Séminaires, Collèges et internats, etc. auront un repas complémentaire, consistant en une sorte de soupe ou étuvé scolaire » (Carnets Schmitz, semaine du 8 au 15 octobre 1916). Le vendredi 30 mars 1917, rue de Fer, a lieu une séance d'adieux organisée par le Comité National, pour les délégués américains qui vont quitter Namur. Ils sont visiblement rappelés suite à l'imminence de la déclaration de guerre des USA à l'Allemagne, qui sera votée le 6 avril par le Congrès américain. Il reste un an et demi de souffrances, et le prix des denrées de base ne fait qu'augmenter : de 1914 à 1917, le prix du lait quadruple et celui des œufs décuple. Parallèlement au Comité national, des initiatives privées existant en Belgique avant la guerre, comme *La Goutte de lait* continuent leurs activités. À Namur est instaurée l'œuvre de la soupe, dont un tiers de la population namuroise aurait profité. Ces organismes contribueront à maintenir la population en bonne santé. Une attention particulière sera portée aux mères allaitant et aux enfants.

### Rumeur prématurée

Jeudi, 10 octobre 1918, une rumeur se répand comme une traînée de poudre : l'armistice est signé et les Allemands ont 22 jours pour regagner l'Allemagne. Au bureau du Comité national de la rue de Fer, le baron de Gaiffier et le baron d'Huart boivent le champagne... C'était prématuré, car l'armistice ne sera signé qu'un mois plus tard, et trois jours après celui-ci, un incident se produira. En partant, les Allemands ont abandonné plusieurs bateaux de liqueurs, vins et vêtements. À la gare, avaient été laissés des wagons de divers produits et notamment de farines du Comité national. La populace s'est jetée sur ces marchandises et les a pillées.

« De l'avis de tous, le bourgmestre Procès et la police ont été en dessous de tout » (Carnets Schmitz, 14 novembre). Le 25 novembre, dernière journée d'évacuation des troupes allemandes, une voiture du Comité National pourra emmener le baron d'Huart à la Chambre à Bruxelles. La vie normale allait reprendre son cours.

### Marie-Christine CLAES



L'Œuvre de la soupe.

Dessin de Victor Thise. CeRHIN, coll. Cartes postales inv. CP\_198.

## Ambulances et lazarets

**En août 1914, plusieurs « ambulances » – c'est ainsi que l'on désigne les hôpitaux provisoires – sont installées dans Namur et la périphérie.**

Ces ambulances sont hébergées à l'École Moyenne des Filles, l'École Notre-Dame, l'École des Arts et Métiers de Maredsous, l'abbaye de Maredret, le château Van der Straeten à Chevetogne... L'Institut médicochirurgical de Jambes accueille lui aussi les militaires. Les Allemands qui prennent possession des ambulances en transforment certaines en lazarets, c'est-à-dire des hôpitaux de campagne (Collège des sœurs de la Providence à Champion, Institut Saint-Berthuin de Malonne...).

Au Séminaire de Namur est installé un hôpital d'évacuation. Les Allemands vont en effet, fin août et début septembre 1914, envoyer en Allemagne les éclopés français et belges afin de faire de la place pour leurs propres blessés. Les derniers prisonniers soignés à Maredsous sont emmenés en Allemagne le 30 novembre et l'ambulance ferme, mais à Malonne, un lazaret sera encore très actif trois ans plus tard : en octobre 1917, tout l'Institut est occupé. À la fin de la guerre, les lazarets se replieront progressivement : en septembre 1917, ceux de Sedan et Stenay sont déplacés à Arlon chez les Maristes et à Hachy, chez les Frères. En octobre 1918, celui de Couvin est déplacé à Liège et celui de Laon à Couvin. On abandonne tous les lazarets du Nord de la France. À la libération, les Anglais investissent les lazarets namurois (établis à l'Hôpital militaire et au Couvent des Sœurs de la Charité) qui redeviendront des hôpitaux alliés.

### L'ambulance du Collège des Jésuites

L'écrivain flamand Ernest Claes (1889-1968) a publié en 1919 dans *Namen 1914* le récit



Namur. Ambulance du Collège de la Paix

L'ambulance du Collège des Jésuites, décrite par Ernest Claes dans son récit *Namen 1914*.

Carte postale, coll. APN-AÉN.

de son séjour comme prisonnier dans le Lazaret de Champion, où malgré les circonstances, il noue une relation d'estime avec le *Lazarettinspektor* Carl Magersuppe. Avant d'être envoyé en Allemagne, il passe par l'ambulance du Collège des Jésuites. Il décrit (p. 159) la cour du Collège, où environ 300 blessés, dont des *Turkos*, sont soignés par des médecins et infirmières belges. De nombreux bourgeois viennent leur manifester leur sympathie. Ils sont ensuite emmenés vers la prison, et en chemin, des Namurois compatissants leur offrent du pain, des gâteaux, du chocolat et du tabac. (Voir Wikipédia : Ernest Claes)

#### **L'école moyenne des filles, rue Lelièvre**

Le photographe amateur Ernest Delvigne a effectué en août 1914 un reportage dans cette ambulance où sa sœur Jeanne était infirmière. Il indique en légende de la série : *Les brûlés du fort de Marchovelette*. Un obus tomba dans la salle aux munitions du fort où ils se trouvaient, provoquant l'explosion qui les brûla atrocement. Pour ce cliché, il indique : *Un brûlé en convalescence*. Il est encore privé de l'usage de ses mains. Les lits ont été prêtés par les ateliers du chemin de fer de Ronet.

#### **Marie-Christine CLAES**



**Un brûlé en convalescence, à l'École moyenne des Filles, rue Lelièvre à Namur.**

Photo Ernest Delvigne. Coll. André Delvigne.



## La photographie d'identité

Une preuve de la nouveauté du document dans notre pays est l'absence de l'appellation « format carte d'identité ».

On trouve, dans les carnets du photographe namurois Fernand Gilles, de nombreuses mentions « *carte* », mais cela désigne l'impression sur carton format carte postale, avec les lignes réglementaires pour la poste imprimées au dos. On y trouve toujours aussi la mention des formats en usage depuis le dix-neuvième siècle, pour les photographies sur carton épais, que l'on s'échangeait ou conservait dans des albums : *carte de visite* (10,8 x 6,3 cm) ou *cabinet* (16,5x 10,8 cm). On trouve aussi *bijou* ou *mignonnette* pour des portraits plus petits.

Avec la mobilisation, en août 1914, les demandes de format *abonnement* se multiplient : c'est un petit format carré que l'on collait notamment sur les cartes d'entrée à des salons de peinture ou les cartes d'exposants pour les salons d'art industriel, afin de s'assurer une entrée permanente pendant toute la durée de l'événement.

Les demandeurs de photos abonnement sont notamment des ambulanciers de la Croix-Rouge. Gilles ajoute souvent « *pour demain sans faute* » ou « *urgent* ». En effet, dès avant l'arrivée des Allemands, il faut prouver son identité par une photographie sur certains laissez-passer. Le fonds Gilles aux *Archives photographiques namuroises* conserve plusieurs portraits de membres de la Croix-Rouge, dont celui, réalisé le 13 août, de l'abbé Theissen, doyen de Bouillon, qui vient d'être nommé à l'aumônerie militaire, comme l'indique *L'Ami de l'Ordre* du 5 août.

Avec la généralisation de la carte d'identité, une photographie deviendra inutile sur les abonnements, et le format *abonnement* deviendra tout naturellement le format carte d'identité. Les cartes d'ambulanciers, comme la plupart des cartes d'identité *Personal-ausweis*, sont hélas pour la plupart perdues, mais la famille Dupont a conservé celle d'Adolphe Dupont (1898-1982), qui s'illustrera comme photographe amateur au moment de la libération (v. p. 636).

**Marie-Christine CLAES**



Portrait du doyen de Bouillon, l'abbé Lucien Theissen. Photo Fernand Gilles, d'après un négatif sur verre. APN-AÉN, fonds Gilles.

## Les photomontages de militaires avec leur famille

Comment rassembler sur une seule photo des familles séparées par la guerre ? Un photographe namurois y a excellé.



Positif par inversion du scan d'un négatif.  
APN-AÉN, fonds Gilles, sans date (1914-1918).

Au cours de la Première Guerre mondiale, Fernand Gilles a tiré le portrait de nombreux Teutons. Nul doute que ce fût la rage au cœur, car le 26 août 1914, son demi-frère Paul, vicaire à Couvin, avait été sauvagement massacré par l'envahisseur. Mais le photographe n'avait pas le choix : les édiles avaient multiplié, par voie d'affiche notamment, les exhortations au calme. Les commerçants étaient instamment invités à ne refuser ni marchandises ni services, toute provocation étant susceptible de représailles.

Lors de l'arrivée du fonds Gilles à l'asbl *Archives photographiques namuroises*, le 14 avril 2007, l'étiquette d'une boîte attira mon attention : *Soldats remis avec famille*. Cette boîte présentait un intérêt particulier : des plaques sur verre avec photomontages !

En 1914-1918, le photomontage est déjà une pratique courante en photographie. Sans doute est-il né suite à une erreur de manipulation : un photographe ayant oublié de changer de châssis porte-plaque s'aperçoit au développement qu'il y a deux images sur son cliché.

D'où l'idée soit d'exposer volontairement plusieurs fois un même négatif (par exemple pour mettre en scène un personnage avec lui-même), soit de mixer des négatifs différents sur un seul tirage. En 1857, le photographe britannique d'origine suédoise Oscar Gustave Rejlander suscita l'admiration avec sa photographie *The two ways of Life* (Les deux chemins de la vie), une allégorie du vice et de la vertu, composée de 32 négatifs. L'achat du tirage par la reine Victoria en assura la célébrité.

La méthode de Fernand Gilles comporte plusieurs étapes. Le militaire allemand vient au studio avec une photographie de sa femme, seule ou avec enfants, qu'il a reçue d'Allemagne au format carte postale. Fernand Gilles réalise le portrait de l'Allemand, en uniforme bien sûr, sur un fond qui s'accorde grosso modo avec le décor du photographe allemand. Après développement de la plaque, il exécute un tirage en atelier. Il découpe ensuite la carte et le tirage, puis les assemble en un photomontage, qu'il reproduit.



Négatif sans date (1914-1918) et positif par inversion du scan.

APN-AÉN, fonds Gilles.

Il retouche le négatif pour estomper le raccord, et peut alors tirer plusieurs exemplaires, afin que le militaire en conserve un et envoie l'autre à sa famille.

### Retouches au pinceau rouge

La retouche s'opère au pinceau, en rouge, car sur son pupitre de retouche, le photographe distingue mieux les corrections colorées que celles à l'encre de Chine. Comme la photo sera imprimée en « noir et blanc », les valeurs de gris dépendent de l'opacité tant de l'émulsion que de la matière utilisée pour la retouche : gouache rouge pour une retouche opaque qui donnera du blanc au tirage ou éosine plus ou moins diluée dans du vernis selon la nuance de gris souhaitée.

### Le défunt veille sur les siens

Des familles belges commandent aussi des photomontages, mais c'est le plus souvent pour garder présente l'image d'un défunt. Dans un halo, en haut de l'image, il continue à veiller sur les siens. Cet effet était obtenu par l'impression successive de deux négatifs, en utilisant un dégradateur et un contre-dégradateur, c'est-à-dire deux caches complémentaires aux bords dégradés, de manière à obtenir le contour flou qui évoquait l'immatérialité et par convention conférait le statut de disparu.

### Marie-Christine CLAES

L'image du défunt apparaît dans un halo, en haut de la photo.

Coll. privée.

